

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 13/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEC INDUSTRIES S.A

Route de la Massane
13210 Saint-Rémy-de-Provence

Références : D-00107-2024
Code AIOT : 0006400918

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement TEC INDUSTRIES S.A implanté ZI de la Massane 13210 Saint-Rémy-de-Provence. L'inspection a été annoncée le 03/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la récupération de la compétence des ICPE de l'arrondissement d'Arles en janvier 2022, nous avons sollicité une rencontre avec le service en charge du volet ICPE de TEC Industries.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEC INDUSTRIES S.A
- ZI de la Massane 13210 Saint-Rémy-de-Provence
- Code AIOT : 0006400918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TEC INDUSTRIES exploite sur la commune de Saint-Rémy-de-Provence (13) une usine qui a pour activité principale la formulation, la fabrication et le conditionnement en aérosols de produits de type dégraissants, détergents et lubrifiants.

Le site est soumis au régime de l'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), pour ses activités relevant de la rubrique 1434 de la nomenclature. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 99-114/77-1998 A du 4 mai 1999 complété le 4 juin 2002 par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2002-100/31-2002 A.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Présentation mutuelle de l'UD 84 Vaucluse-Arles en charge du site et du service Environnement de TEC Industries ;
- Demande adressée au Préfet des Bouches-du-Rhône, le 19 mai 2023, dont l'objet était une demande de la mise à jour du recensement des rubriques ICPE et une modification du régime du site ;
- L'instruction du dossier de porter à connaissance du 20 juillet 2023 portant sur un projet d'implantation de panneaux photovoltaïques en ombrières de parkings sur le site ;
- Le document administratif de la modification de la dénomination sociale de TEC investissement, devenue TEC industries et sa notification en préfecture de ce changement de raison sociale.
- Une visite du site dans le cadre de la prise de connaissance par l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant va faire le nécessaire pour fournir le document administratif actant de la dénomination sociale à utiliser entre **TEC INVESTISSEMENT** et **TEC INDUSTRIES**.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 04/06/2002, article 1	Sans objet
2	Porter à connaissance (PAC) - PV en ombrières	AP Complémentaire du 04/06/2002, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite réalisée par l'inspection de l'environnement a permis de revenir sur la situation administrative de l'établissement ainsi que sur le porter à connaissance concernant le projet d'implantation de panneaux photovoltaïques en ombrières sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/2002, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des rubriques ICPE
Prescription contrôlée : I.1 - Activités classées L'établissement relève des activités classées autorisées mentionnées (tableau des rubriques ICPE)
Constats : Par courrier reçu le 26/05/2023, TEC industrie a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône de sa situation administrative suite à la mise à jour des ses rubriques ICPE.

Cette mise à jour du classement administratif du site est consécutive à un abaissement des seuils de certaines rubriques ICPE du site et le déclassement sous le régime de l'enregistrement.

Mise à jour du classement administratif du site

L'exploitant mentionne dans son courrier adressé au préfet le 19 mai 2023, une étude de son statut qui a abouti à un changement du régime ICPE du site. D'après son analyse, l'établissement TEC Industries relèverait désormais du régime de l'enregistrement en lieu et place de l'autorisation.

Afin d'actualiser le régime dont relève la société TEC Industries, il est nécessaire de nous fournir :

- Tableau à jour des activités ICPE soumises à vote établissement ;
- Justifier (fournir les preuves) des éventuelles modifications des seuils et/ou usage d'une activité (exemple le remplacement de la cuve C2 mentionné dans le courrier).

À noter que la demande de soumission aux règles procédurales de l'enregistrement en lieu et place de l'autorisation est irréversible.

En outre, compte tenu de l'usage des deux dénominations sociales suivantes, **TEC Investissement** et **TEC Industrie**, utilisées dans les différents documents liés au site classé, il est tenu à l'exploitant de fournir à l'IIC le document administratif actant de la dénomination sociale à utiliser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Porter à connaissance (PAC) - PV en ombrières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/2002, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Modifications d'exploitation

Prescription contrôlée :

I.3 - Conformité aux plans et données techniques

L'installation sera disposée et aménagée conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande d'autorisation.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification notable de l'installation ou de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de Monsieur le Préfet avant leur réalisation avec tous les éléments d'appréciation.

1. Constats :

Par courriel adressé le 20/07/2023, TEC industrie a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône des modifications à son exploitation et ce, en application de l'article R 181-46 du Code de l'environnement.

Ces modifications portent sur l'implantation de panneaux photovoltaïques en ombrières de parkings.

La présente fiche analyse les suites à donner à cette demande :

1.1 Implantation de panneaux photovoltaïques :

L'installation de panneaux photovoltaïques prévue sur le site de TEC INDUSTRIES s'inscrit dans la lignée du projet cadre porté par le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) pour le développement du parc photovoltaïque en PACA. Ce projet ambitionne dans sa programmation pluriannuelle de l'Énergie (PPE) 2018-2028 une production de 20,6 GW pour 2023 et de 35,6 à 44,5 GW pour l'année 2028.

Dans ce contexte, la société TEC INDUSTRIES souhaiterait mettre en place, sur son site de SAINT-REMY-DE-PROVENCE, des installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire d'une puissance totale de 169,69 kWc.

Au sens des critères de substantialité fixés par l'article R 181-46 du Code de l'Environnement, est considéré, notamment comme substantielle :

« 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. »

L'implantation en ombrières des panneaux photovoltaïques sur les parkings A et B du site de SAINT-REMY-DE-PROVENCE n'est pas soumis à l'évaluation environnementale ni à examen au cas par cas, au titre II de l'article R122-2 du Code de l'Environnement. Les panneaux photovoltaïques ne rentrent pas dans un classement ICPE. Cette modification ne fait donc pas rentrer l'installation dans un seuil de soumission à une évaluation environnementale (type seuil SEVESO ou IED). Ainsi, la modification n'est pas substantielle au titre I des critères 1 et 2 de l'article R. 181-46.

Cependant, conformément à l'article R421-1, du code de l'urbanisme, relatif aux constructions nouvelles soumises à permis de construire, un dossier de permis de construire devra être déposé à la mairie de Saint-Rémy-de-Provence.

Il convient donc d'analyser la substantialité au regard des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Analyse des critères notables du PAC au regard des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

1.2 Emplacements des installations

Le site TEC INDUSTRIES prévoit de mettre en place ses panneaux photovoltaïques sur les parkings A et B tel qu'il est illustré sur les figures ci-dessous. Le projet présentera une puissance totale d'environ 169,69 kWc.

Les installations photovoltaïques sont dimensionnées pour répondre à la demande électrique des installations du site TEC INDUSTRIES. En cas de production de l'électricité en période d'arrêt partiel ou total de l'activité, l'énergie électrique ainsi produite sera valorisée par l'injection dans le réseau public. Dans ce but, TEC INDUSTRIE est en train de constituer un dossier de demande de raccordement auprès des services d'ENEDIS.



Vue aérienne du parking A avec les dimensions de la zone d'implantation – Puissance de crête installée : 65 kW



Vue aérienne du parking B avec les dimensions des zones d'implantation – Puissance de crête installée : 26,73 kWc + 77,76 kWc = 104,49 kWc

1.3 Évaluation des impacts et dangers

Le dossier de porter à connaissance de l'exploitant contient une évaluation des impacts et dangers de l'installation. A l'issue de l'analyse, il est retenu que :

- Le projet photovoltaïque ne sera pas à l'origine de bruits, vibrations ou poussières en phase d'exploitation. Au cours de la phase chantier, il pourra y avoir un impact pour les populations, très limité dans le temps (durée courte du chantier, heures habituelles d'activité professionnelle). Ces impacts seront limités par les choix, précautions et mesures pris dans le cadre du projet : peu de passages de véhicules, faibles vitesses de circulation, terrassements minimales... L'impact est dès lors considéré comme faible à nul ;

- La propriété des panneaux photovoltaïques relative à la forte absorption des rayons solaires ainsi que l'existence d'antireflets limitant les effets de réflexions en rendent les impacts par miroitement et éblouissement nul à très faible ;

- Dans la mesure où le projet est situé en dehors des servitudes aéronautiques ou radioélectrique associées à des installations civiles relevant de l'aviation civile, les dangers qui seront liés par le projet sont considérés nuls ;

- Les modules photovoltaïques et l'ensemble des éléments électriques (lignes de connexion, onduleurs et TGBT1) constituent de potentiels émetteurs de radiations électromagnétiques. Les armoires métalliques dans lesquelles sont disposés les onduleurs et TGBT offrent des protections efficaces contre ces phénomènes. Les champs alternatifs induits par les installations photovoltaïques sont très faibles, inoffensifs du point de vue de l'environnement humain.

- TEC INDUSTRIES élaborera un Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS), et toutes les entreprises amenées à intervenir sur l'installation, élaboreront un PPSPS qui précisera tous les moyens mis en œuvre pour assurer les meilleures conditions de sécurité et d'hygiène pour les personnels ;

- Conformément à l'avis de la Commission Centrale de Sécurité du 5 novembre 2009, la centrale photovoltaïque en ombrière de parking sera conçue en respectant les dispositions réglementaires en matière de prévention contre les risques d'incendie et de panique.

- Les ombrières photovoltaïques prévues sur les parkings A et B du site de Saint Rémy de Provence ne créeront pas des zones ATEX. Ces installations photovoltaïques ne modifieront pas le plan de zonage ATEX défini pour TEC INDUSTRIES.

- Les mesures de protection qui seront établies par ces études (ARF et ET) seront prises en compte dans la mise en place des installations photovoltaïques.

- La mise en place de panneaux photovoltaïques sur site ne modifiera pas la surface imperméabilisée du site et ne créera pas de points d'évacuation supplémentaires. Le projet n'est pas consommateur d'eau potable. Il n'impactera pas la consommation d'eau ni le rejet d'eau sanitaire ;

- Compte tenu de la quantité des déchets produits par rapport à la durée de vie du projet et de la procédure de gestion qui sera mise en place, l'impact de production des déchets sur l'environnement et sur les installations du site est évalué faible.

1.4 Évaluation de la conformité des installations photovoltaïques prévues par rapport à l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (articles 28 à 44)

L'évaluation, réalisée par l'exploitant, de la conformité des installations photovoltaïques aux prescriptions de l'arrêté du 04 octobre 2010 (articles 28 à 44), conclue le projet d'installation des PV en ombrières compatibles avec :

- Le bien-être et la santé des populations environnantes
- La préservation des risques technologiques
- La faune et la flore environnante
- La gestion des eaux

Il faut noter que des mesures prises « pour mémoire » devront être intégrées à la mise en service de l'installation photovoltaïque.

2. Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées

Le projet de demande de modification des conditions d'exploitation porté par la société TEC Industries située à Saint-Rémy-de-Provence (13) n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement. La modification n'est pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite